

Table des matières

PARTIE I - CODE DES DROITS ET TAXES DIVERS

2 mars 1927. – CODE des droits et taxes divers	1		
13 février 2007. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 179 ³ , alinéa 2, du Code des droits et taxes divers (<i>Mon. 26 février 2007</i>)	10		
28 décembre 1992. – LOI portant des dispositions fiscales, financières et diverses (<i>Mon. 31 décembre 1992</i>)	20		
3 mars 1927. – ARRÊTÉ d'exécution du Code des droits et taxes divers.	20		
17 janvier 2005. – ARRÊTÉ ROYAL modifiant le règlement général sur les taxes assimilées au timbre et organisant la restitution de la taxe sur les opérations de bourse et de la taxe sur les livraisons de titres au porteur (<i>Mon. 21 janvier 2005</i>)	22		
30 juin 1993. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution des articles 122, 124 et 126 de la loi du 28 décembre 1992 portant des dispositions fiscales, financières et diverses (<i>Mon. 9 juillet 1993</i>)	28		
19 novembre 2004. – LOI instaurant une taxe sur les opérations de change de devises, de billets de banque et de monnaies (<i>Mon. 24 décembre 2004</i>)	29		
15 janvier 2007. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les conditions auxquelles doit répondre un contrat d'assurance protection juridique pour être exempté de la taxe annuelle sur les opérations d'assurance prévue par l'article 173 du Code des droits et taxes divers (<i>Mon. 27 février 2007</i>)	30		
25 janvier 2007. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL d'exécution de l'article 1 ^{er} et de l'article 6, dernier alinéa de l'arrêté d'exécution du Code des droits et taxes divers du 3 mars 1927 (<i>Mon. 7 février 2007</i>)	31		
26 avril 2007. – ARRÊTÉ ROYAL réglant le remboursement de la taxe sur les opérations de bourse conformément à l'article 132 de la loi-programme du 27 décembre 2005 (<i>Mon. 15 mai 2007</i>)	31		
22 juin 2012. – LOI-PROGRAMME (<i>Mon. 28 juin 2012</i>)	32		
27 septembre 2012. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution des articles 72, § 1 ^{er} , alinéa 6 et 74 de la loi-programme du 22 juin 2012 (<i>Mon. 28 septembre 2012</i>)	33		
		21 décembre 1995. – CONVENTION relative à l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à la Convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfices d'entreprises associées et Déclarations annexes (<i>Mon. 5 novembre 2003</i>)	44
		8 décembre 2004. – CONVENTION relative à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à la convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfices d'entreprises associées (<i>Mon. 10 octobre 2008</i>)	44
		5 septembre 1952. – CONVENTION entre la Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et les Pays-Bas, relative à l'assistance réciproque en matière de recouvrement de créances fiscales (<i>Mon. 6 juillet 1956</i>)	45
		21 février 1957. – ARRÊTÉ ROYAL désignant les autorités compétentes pour l'application de la Convention entre la Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et les Pays-Bas, relative à l'assistance réciproque en matière de recouvrement de créances fiscales, signée à Bruxelles le 5 septembre 1952 (<i>Mon. 11-12 mars 1957</i>)	45
		21 février 1957. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL réglant l'application de la Convention entre la Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et les Pays-Bas, relative à l'assistance réciproque en matière de recouvrement de créances fiscales, signée à Bruxelles le 5 septembre 1952 (<i>Mon. 11-12 mars 1957</i>)	46
		20 janvier 1959. – CONVENTION entre la Belgique et la France, tendant à éviter les doubles impositions et à régler certaines autres questions en matière d'impôts sur les successions et de droits d'enregistrement (<i>Mon. 10 juin 1960</i>)	46
		10 mars 1964. – CONVENTION conclue à Bruxelles entre la Belgique et la France tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur les revenus, Protocole final et lettres annexées (<i>Mon. 24 juin 1965</i>)	47
		12 août 2000. – LOI relative à l'exécution de l'Avenant, signé à Bruxelles le 8 février 1999, à la Convention entre la Belgique et la France tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur les revenus, signée à Bruxelles le 10 mars 1964 (<i>Mon. 26 septembre 2000</i>)	54
		11 avril 1967. – CONVENTION entre le Royaume de Belgique et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôt sur le revenu et sur la fortune, y compris la contribution des patentes et les impôts fonciers, et protocole final (<i>Mon. 30 juillet 1969</i>)	54
		1 ^{er} juin 1987. – CONVENTION entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement du Royaume de Belgique tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les revenus et sur les gains en capital (<i>Mon. 1^{er} décembre 1987</i>)	60
		16 juillet 1969. – CONVENTION entre la Belgique et le Portugal en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu, et Protocole final (<i>Mon. 2 mars 1971</i>)	66
		16 octobre 1969. – CONVENTION entre la Belgique et le Danemark en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôt sur le revenu et sur la fortune (<i>Mon. 30 janvier 1971</i>)	70

PARTIE II - CONVENTIONS INTERNATIONALES EN MATIÈRE FISCALE

29 avril 1969. – CONVENTION concernant la coopération administrative et judiciaire dans le domaine des réglementations se rapportant à la réalisation des objectifs de l'Union économique Benelux, et des protocoles additionnels, signée à La Haye, approuvés par la loi du 11 décembre 1970 (<i>Mon. 17 février 1971</i>)	38		
23 juillet 1990. – CONVENTION relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfices d'entreprises associées, acte final et déclarations annexées (<i>Mon. 25 mai 1995</i>)	39		
23 juillet 1990. – CONVENTION relative à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à la Convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfices d'entreprises associées, faite à Bruxelles le 23 juillet 1990, et au Protocole modifiant la Convention du 23 juillet 1990, fait à Bruxelles le 25 mai 1999, faite à Bruxelles le 8 décembre 2004 et approuvée par la loi du 15 juillet 2008 (<i>Mon. 10 octobre 2008</i>)	44		

19 août 2011. – LOI portant assentiment au Protocole, fait à Bruxelles le 7 juillet 2009, modifiant la Convention entre la Belgique et le Danemark en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune signée à Bruxelles le 16 octobre 1969, telle que modifiée et complétée par le Protocole signé à Copenhague le 27 septembre 1999, et adaptant la législation fiscale belge à certaines dispositions dudit Protocole (Mon. 17 septembre 2013) 77

24 juin 1970. – CONVENTION entre la Belgique et l'Irlande en vue d'éviter la double imposition et l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (Mon. 19 février 1974) 77

17 septembre 1970. – CONVENTION entre la Belgique et le Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et Protocole final (Mon. 27 janvier 1973) 81

16 juillet 2009. – AVENANT fait à Bruxelles le 16 juillet 2009, à la Convention entre le Royaume de Belgique et le grand-duché de Luxembourg en vue d'éviter la double imposition et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole final y relatif, signés à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par l'avenant fait à Bruxelles le 11 décembre 2002 (Mon. 26 juillet 2013) 87

14 juin 1995. – CONVENTION entre le Royaume de Belgique et le Royaume d'Espagne tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole (Mon. 22 septembre 2003) 87

5 juin 2001. – CONVENTION entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (Mon. 20 décembre 2002) 92

1^{er} septembre 2005. – ARRANGEMENT entre les autorités compétentes des Pays-Bas et de la Belgique concernant les indemnités de dédit transfrontalières (Mon. 13 octobre 2005) 102

1^{er} avril 2008. – ARRANGEMENT entre les autorités compétentes de la Belgique et des Pays-Bas concernant la présence d'agents des administrations fiscales d'un État sur le territoire de l'autre État afin de procéder à des enquêtes fiscales (Mon. 8 avril 2008) 103

29 avril 1983. – CONVENTION entre la Belgique et l'Italie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir la fraude et l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et protocole final (Mon. 28 septembre 1989) 103

28 août 1978. – CONVENTION entre le Royaume de Belgique et la Confédération suisse en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (Mon. 14 octobre 1980) 108

25 janvier 1988. – CONVENTION concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale et Annexes, faites à Strasbourg, approuvées par la loi du 24 juin 2000 (Mon. 17 octobre 2000) 113

26 octobre 2004. – ACCORD entre la Communauté européenne et la Suisse dans le cadre de la directive épargne (Mon. 29 juin 2005) 117

10 juillet 2002. – ARRANGEMENT entre les autorités compétentes de la Belgique et de la France en matière d'échange de renseignements et de coopération administrative en vue de lutter contre l'évasion et la fraude fiscales (Mon. 25 octobre 2002) 118

25 mai 2004. – CONVENTION entre le Royaume de Belgique et la République hellénique tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Athènes (Mon. 2 février 2006) 119

26 octobre 2004. – ACCORD DE COOPÉRATION entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers et acte final (Mon. 17 juin 2008; J.O. L 46, 17 février 2009) 124

27 novembre 2006. – CONVENTION entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement des États-unis d'Amérique tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu (Mon. 9 janvier 2008) 128

23 mai 2007. – CONVENTION entre le Royaume de Belgique et la République démocratique du Congo en vue d'éviter la double imposition et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (Mon. 10 février 2012) 137

7 mai 2009. – LOI portant assentiment à et exécution de l'avenant, signé à Bruxelles le 12 décembre 2008, à la convention entre la Belgique et la France tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur les revenus, signée à Bruxelles le 10 mars 1964 et modifiée par les avenants du 15 février 1971 et du 8 février 1999 (Mon. 8 janvier 2010) 142

4 octobre 2002. – CONVENTION d'assistance mutuelle administrative entre le Royaume de Belgique et le Royaume du Maroc en vue de prévenir, de rechercher et de réprimer les infractions douanières, signée à Bruxelles le 4 octobre 2002 (Mon. 20 mai 2011) 144

21 avril 2007. – LOI portant assentiment à la Convention d'assistance mutuelle administrative entre le Royaume de Belgique et le Royaume du Maroc en vue de prévenir, de rechercher et de réprimer les infractions douanières, et à l'annexe, signées à Bruxelles le 4 octobre 2002 (Mon. 20 mai 2011) ... 144

7 octobre 2009. – CONVENTION entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République populaire de Chine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, et le Protocole, signé à Bruxelles le 7 octobre 2009 (Mon. 21 février 2014) 146

PARTIE III - DÉBITS DE BOISSONS

3 avril 1953. – ARRÊTÉ ROYAL coordonnant les dispositions légales concernant les débits de boissons fermentées (Mon. 4 avril 1953) 151

10 janvier 2002. – ORDONNANCE du Conseil de la région de Bruxelles-Capitale modifiant les dispositions légales concernant les débits de boissons fermentées, coordonnées le 3 avril 1953 (Mon. 12 juin 2002) 152

23 novembre 2006. – DÉCRET du Conseil régional wallon modifiant les dispositions légales concernant les débits de boissons fermentées, coordonnées le 3 avril 1953 (Mon. 29 novembre 2006) 152

4 avril 1953. – ARRÊTÉ ROYAL réglant l'exécution des dispositions légales concernant les débits de boissons fermentées, coordonnées le 3 avril 1953 (Mon. 5 avril 1953) 158

28 décembre 1983. – LOI sur la patente pour le débit de boissons spiritueuses (Mon. 30 décembre 1983) 159

PARTIE IV - DISPOSITIONS FISCALES COMMUNAUTAIRES

3 juin 2003. – DIRECTIVE 2003/48/CE du Conseil en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts (J.O. L 157, 26 juin 2003) 162

3 juin 2003. – DIRECTIVE 2003/49/CE du Conseil concernant un régime fiscal commun applicable aux paiements d'intérêts et de redevances effectués entre des sociétés associées d'États membres différents (J.O. L 157, 26 juin 2003) 174

26 octobre 2005. – DIRECTIVE 2005/56/CE du Parlement européen et du Conseil sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux (J.O. L 310, 25 novembre 2005) 176

PARTIE V - DOUANES ET ACCISES

18 juillet 1977. – LOI GÉNÉRALE – ARRÊTÉ ROYAL portant coordination des dispositions générales relatives aux douanes et accises (<i>Mon. 21 septembre 1977</i>) (<i>Mon. 12 août 1978</i>)	180
14 octobre 2000. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL portant exécution de l'article 212 de la loi générale sur les douanes et accises (<i>Mon. 20 octobre 2000</i>)	199
3 avril 1997. – LOI relative au régime fiscal des tabacs manufacturés (<i>Mon. 16 mai 1997</i>)	208
29 décembre 1992. – LOI relative aux entrepôts douaniers (<i>Mon. 19 février 1993</i>)	208
7 janvier 1998. – LOI concernant la structure et les taux des droits d'accise sur l'alcool et les boissons alcoolisées (<i>Mon. 4 février 1998; Err. Mon. 9 juin 1998</i>)	209
9 janvier 1979. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'établissement de fabriques, boutiques et débits de marchandises d'accise dans le rayon des douanes (<i>Mon. 8 février 1979</i>)	211
27 février 1979. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL relatif aux douanes et accises (<i>Mon. 15 mars 1979</i>)	212
28 mai 1979. – ARRÊTÉ ROYAL concernant la franchise des droits d'accise accordée à l'importation de petits envois sans caractère commercial (<i>Mon. 23 juin 1979</i>)	212
1 ^{er} août 1980. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL relatif au dépôt temporaire (<i>Mon. 29 août 1980</i>)	213
24 août 1982. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL relatif à la mise en libre pratique des marchandises (<i>Mon. 31 août 1982</i>)	213
18 mars 1983. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL relatif à l'exportation des marchandises communautaires (<i>Mon. 31 mars 1983</i>)	215
7 février 1992. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL fixant les modalités d'application de la décision 91/341/CEE du Conseil des Communautés européennes du 20 juin 1991 portant adoption d'un programme d'action communautaire en matière de formation professionnelle des fonctionnaires des douanes (programme MATTHAEUS) (<i>Mon. 4 mars 1992</i>)	216
27 décembre 1993. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la vérification de la situation régulière des véhicules routiers à moteur (<i>Mon. 22 janvier 1994</i>)	216
26 novembre 1996. – ARRÊTÉ ROYAL pris en application du règlement (CE) n° 3295/94 du Conseil du 22 décembre 1994 fixant des mesures en vue d'interdire la mise en libre pratique, l'exportation, la réexportation et le placement sous un régime suspensif des marchandises de contrefaçon et des marchandises pirates (<i>Mon. 14 décembre 1996</i>)	216
22 avril 2003. – LOI octroyant la qualité d'officier de police judiciaire à certains agents de l'administration des douanes et accises (<i>Mon. 8 mai 2003</i>)	217
29 février 2004. – ARRÊTÉ ROYAL portant des dispositions diverses en matière d'accise (<i>Mon. 5 mars 2004</i>)	217
27 décembre 2004. – LOI-PROGRAMME (<i>Mon. 31 décembre 2004</i>)	219
24 décembre 2008. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 420 de la loi-programme du 27 décembre 2004 (<i>Mon. 30 décembre 2008</i>)	221
10 juin 2006. – LOI concernant les biocarburants (<i>Mon. 16 juin 2006</i>)	225
27 janvier 2009. – ARRÊTÉ ROYAL en matière de franchise des droits à l'importation et des accises accordée dans le trafic international des voyageurs (<i>Mon. 11 février 2009</i>)	226
21 décembre 2009. – LOI relative au régime d'accise des boissons non alcoolisées et du café (<i>Mon. 15 janvier 2010</i>)	227

22 décembre 2009. – LOI relative au régime général d'accise (<i>Mon. 31 décembre 2009</i>)	233
17 mars 2010. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au régime général d'accise (<i>Mon. 26 mars 2010</i>)	239
18 avril 2010. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au régime d'accise des boissons non alcoolisées et du café (<i>Mon. 29 avril 2010</i>)	242
28 juin 2015. – ARRÊTÉ ROYAL concernant la taxation des produits énergétiques et de l'électricité (<i>Mon. 23 juillet 2015</i>)	244
13 mars 2016. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les régimes douaniers et les modalités d'application de la représentation directe et indirecte (<i>Mon. 6 avril 2016</i>)	249
13 mars 2016. – ARRÊTÉ ROYAL établissant les conditions de tenue du registre d'immatriculation des représentants en douane, de preuve de connaissance suffisante de la réglementation douanière, T.V.A. et accise et de la compétence professionnelle pour l'exercice de la représentation en douane (<i>Mon. 6 avril 2016</i>)	250
18 mars 2016. – ARRÊTÉ ROYAL établissant les conditions sous lesquelles les personnes inscrites au registre d'immatriculation des agents en douane peuvent être inscrites dans le registre d'immatriculation des représentants en douane (<i>Mon. 6 avril 2016</i>)	250

PARTIE VI - DROITS DE SUCCESSION

31 mars 1936. – ARRÊTÉ ROYAL n° 308 établissant le Code des droits de succession (<i>Mon. 7 avril 1936</i>) confirmé par la loi du 4 mai 1936 (<i>Mon. 7 mai 1936</i>)	251
12 janvier 1987. – LOI modifiant l'article 18 de la loi du 1 ^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres (<i>Mon. 3 février 1987</i>)	262
31 mars 1936. – ARRÊTÉ ROYAL n° 308 établissant le Code des droits de succession (<i>Mon. 7 avril 1936</i>)	280
4 mars 1993. – ORDONNANCE du conseil de la Région de Bruxelles-Capitale relative à la conservation du patrimoine immobilier (<i>Mon. 7 avril 1993</i>)	285
31 mars 1936. – ARRÊTÉ ROYAL n° 308 établissant le Code des droits de succession (<i>Mon. 7 avril 1936</i>) confirmé par la loi du 4 mai 1936 (<i>Mon. 7 mai 1936</i>)	305
31 mars 1936. – ARRÊTÉ ROYAL portant règlement général des droits de succession (<i>Mon. 7 avril 1936</i>)	332
31 mars 1936. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL établissant des mesures d'exécution en matière de droits de succession (<i>Mon. 7 avril 1936</i>)	334
26 novembre 1980. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les modalités d'application de l'article 48-2 du Code des droits de succession (<i>Mon. 12 décembre 1980</i>)	334
23 mai 1981. – ARRÊTÉ ROYAL concernant l'exemption d'impôt pour l'emprunt spécial 1981 (<i>Mon. 23 mai 1981</i>)	334
3 mai 1995. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand réglant l'exonération de droits de succession afférents aux parts de sociétés créées dans le cadre de la réalisation et/ou du financement de programmes d'investissement de résidences services (<i>Mon. 20 septembre 1996</i>)	335
16 avril 1999. – CONVERSION en EUR des montants en BEF figurant dans le Code des droits de succession, les arrêtés ou circulaires (<i>Mon. 16 avril 1999</i>)	336
20 juin 2002. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL fixant les rétributions dues aux receveurs de l'enregistrement pour la délivrance de renseignements, certificats, copies ou extraits (<i>Mon. 3 août 2002</i>)	336

26 août 2003. – ARRÊTÉ ROYAL contenant des règles complémentaires relatives à la dation d'œuvres d'art comme mode de paiement des droits de succession, fixant les règles précises relatives au paiement et à la restitution des frais d'évaluation visés à l'article 83-3 du Code des droits de succession et à l'article 111, alinéa 5, du Code des impôts sur les revenus 1992 et fixant la date d'entrée en vigueur de chacun des articles de la loi du 21 juin 2001 visant à modifier les conséquences sur l'impôt sur les revenus des donations à l'État et les modalités des dations d'œuvres d'art en paiement de droits de succession (*Mon. 10 septembre 2003*)

PARTIE VII - DROITS D'ENREGISTREMENT, D'HYPOTHÈQUE ET DE GREFFE

30 novembre 1939. – ARRÊTÉ ROYAL n° 64 contenant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (*Mon. 1^{er} décembre 1939*) . .

30 novembre 1939. – ARRÊTÉ ROYAL n° 64 contenant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (*Mon. 1^{er} décembre 1939*) confirmé par la loi du 16 juin 1947, art. 2 (*Mon. 14 août 1947*)

15 mai 2003. – ARRÊTÉ ROYAL fixant l'entrée en vigueur de certaines dispositions de la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions (*Mon. 19 mai 2003*)

19 avril 1999. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les modalités du pacte d'actionnariat visé à l'article 140ter, 3°, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (*Mon. 15 mai 1999*)

30 novembre 1939. – ARRÊTÉ ROYAL n° 64 contenant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (*Mon. 1^{er} décembre 1939*) confirmé par la loi du 16 juin 1947, art. 2 (*Mon. 14 août 1947*)

15 mai 2003. – ARRÊTÉ ROYAL fixant l'entrée en vigueur de certaines dispositions de la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions (*Mon. 19 mai 2003*)

11 janvier 1940. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'exécution du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (*Mon. 18 janvier 1940*)

25 janvier 1940. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL relatif à l'exécution du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (*Mon. 26 janvier 1940*)

12 février 1960. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les heures d'ouverture des bureaux de recette de l'administration de l'Enregistrement et des Domaines (*Mon. 22 février 1960*)

18 septembre 1962. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les salaires des conservateurs des hypothèques (*Mon. 22 septembre 1962*)

13 décembre 1968. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'exécution du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe et à la tenue des registres dans les greffes des cours et tribunaux (*Mon. 19 décembre 1968*)

18 juillet 1972. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'exécution des articles 117 et 120 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (*Mon. 1^{er} août 1972*)

13 novembre 1978. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 27 avril 1978 encourageant les échanges bilatéraux et multilatéraux d'immeubles ruraux et forestiers non bâtis (*Mon. 30 novembre 1978*)

23 mai 1981. – ARRÊTÉ ROYAL concernant l'exemption d'impôt pour l'emprunt spécial 1981 (*Mon. 23 mai 1981*)

29 décembre 1984. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les formalités à observer pour bénéficier de l'exemption du droit proportionnel d'enregistrement prévue par l'article 60 de la loi de redressement du 31 juillet 1984 (*Mon. 10 janvier 1985*)

29 décembre 1984. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les formalités à observer pour bénéficier de l'exemption du droit proportionnel d'enregistrement prévue par l'article 74 de la loi de redressement du 31 juillet 1984 (*Mon. 10 janvier 1985*) 447

16 avril 1999. – CONVERSION en EUR des montants en BEF figurant dans le Code des droits de succession, les arrêtés ou circulaires (*Mon. 16 avril 1999*) 447

19 avril 1999. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les modalités du pacte d'actionnariat visé à l'article 140ter, 3°, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (*Mon. 15 mai 1999*) 448

26 janvier 2007. – ARRÊTÉ ROYAL portant sur les mentions complémentaires des répertoires tenus par les notaires et les huissiers de justice (*Mon. 7 février 2007*) 448

28 novembre 2008. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 8bis du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe en ce qui concerne les exploits et procès-verbaux des huissiers de justice (*Mon. 10 décembre 2008*) 449

27 mars 2009. – DÉCRET du Parlement flamand relatif à la politique foncière et immobilière (*Mon. 15 mai 2009*) 449

PARTIE VIII - ÉCOTAXES

16 juillet 1993. – LOI ordinaire visant à achever la structure fédérale de l'État (*Mon. 20 juillet 1993*) 450

24 décembre 1993. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL relatif à l'agrément de groupements de redevables (*Mon. 29 décembre 1993*) 454

11 septembre 1999. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL relatif aux signes distinctifs à apposer sur les produits soumis à écotaxe (*Mon. 21 septembre 1999*) 455

25 avril 2003. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL relatif au régime fiscal des produits soumis à la cotisation d'emballage (*Mon. 29 avril 2003*) 455

2 mars 2004. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL relatif au régime fiscal des récipients pour boissons soumis à la cotisation d'emballage (*Mon. 5 mars 2004*) 456

PARTIE IX - EXPERTS COMPTABLES ET CONSEILS FISCAUX

22 avril 1999. – LOI relative aux professions comptables et fiscales (*Mon. 11 mai 1999*) 458

2 mars 1989. – ARRÊTÉ ROYAL fixant le règlement d'ordre intérieur de l'Institut des Experts-Comptables (*Mon. 3 mars 1989*) 467

1^{er} mars 1998. – ARRÊTÉ ROYAL fixant le règlement de déontologie des experts-comptables (*Mon. 31 mars 1998*) 471

22 avril 1999. – LOI relative à la discipline professionnelle des experts-comptables et des conseils fiscaux (*Mon. 11 mai 1999*) 473

4 mai 1999. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'Institut des experts comptables et des conseils fiscaux (*Mon. 29 juin 1999*) 474

18 mars 2002. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'octroi de la qualité de conseil fiscal aux personnes physiques sur la base de l'expérience professionnelle (*Mon. 28 mars 2002*) 475

15 février 2005. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'exercice de la profession de comptable agréé et de comptable-fiscaliste agréé dans le cadre d'une personne morale (*Mon. 16 mars 2005*) 476

PARTIE X - IMPÔTS SUR LES REVENUS ET TAXES ASSIMILÉES AUX IMPÔTS SUR LES REVENUS

Chapitre I^{er} - Dispositions générales

22 juin 1865. – LOI relative à la compétence des députations permanentes pour statuer sur les réclamations en matière de contributions directes (*Mon. 24 juin 1865*) 478

Chapitre II - Impôts sur les revenus

12 juin 1992. – LOI portant confirmation du Code des impôts sur le revenu 1992, coordonné le 10 avril 1992 (*Mon. 30 juillet 1992*) 481

10 avril 1992. – CODE DES IMPÔTS sur les revenus 1992. – Arrêté royal portant coordination des dispositions légales relatives aux impôts sur les revenus (*Mon. 30 juillet 1992*) 481

30 octobre 1998. – LOI relative à l'euro (*Mon. 10 novembre 1998*) 503

28 janvier 2011. – AVIS – Administration générale de la Fiscalité. – Impôts sur les revenus. – Avis relatif à la déduction pour investissement (*Mon. 28 janvier 2011*) 505

10 février 2012. – AVIS – Administration générale de la Fiscalité. – Impôts sur les revenus. – Avis relatif à la déduction pour investissement (*Mon. 10 février 2012*) 506

7 mars 2013. – AVIS – Administration générale de la Fiscalité – Impôts sur les revenus – Avis relatif à la déduction pour investissement (*Mon. 7 mars 2013*) 507

27 avril 2015. – AVIS – Administration générale de la fiscalité Impôts sur les revenus Avis relatif à la déduction pour investissement (*Mon. 27 avril 2015*) 507

11 avril 2016. – AVIS – Administration générale de la fiscalité – Impôts sur les revenus – Avis relatif à la déduction pour investissement (*Mon. 11 avril 2016*) 508

12 novembre 1992. – ORDONNANCE du Conseil de la Région de Bruxelles-capitale fixant le taux du précompte immobilier pour certaines sociétés de logement de la Région de Bruxelles-capitale (*Mon. 3 décembre 1992*) 577

8 décembre 2005. – ORDONNANCE modifiant le Code des Impôts sur les Revenus 1992 (*Mon. 2 janvier 2006*) 577

30 octobre 1998. – LOI relative à l'euro (*Mon. 10 novembre 1998*) 595

21 août 1998. – AVIS. – Communication relative à la loi du 9 décembre 1997 modifiant l'article 320 du Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'interdire aux dispensateurs de soins de détacher la souche fiscale des attestations de soins (*Mon. 21 août 1998*) 600

24 juin 2011. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL portant désignation du fonctionnaire visé à l'article 322, § 2, alinéa 2, du Code des impôts sur les revenus 1992 (*Mon. 30 juin 2011*) 603

27 août 1993. – ARRÊTÉ ROYAL d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992 (*Mon. 13 septembre 1993*) 639

10 juin 1928. – LOI encourageant la construction de nouvelles habitations par la remise temporaire du précompte immobilier (*Mon. 20 juin 1928*) 702

21 décembre 1962. – LOI supprimant certaines exemptions d'impôts prévues par des dispositions légales particulières en ce qui concerne les revenus de titres qui seront émis à partir du 1^{er} janvier 1963 par des sociétés, associations, établissements ou organismes quelconques (*Mon. 29 décembre 1962*) 703

31 mars 1967. – LOI attribuant certains pouvoirs au Roi en vue d'assurer la relance économique, l'accélération de la reconversion régionale et la stabilisation de l'équilibre budgétaire (*Mon. 4 avril 1967*) 703

18 avril 1967. – ARRÊTÉ ROYAL n° 9 modifiant certaines dispositions en matière d'impôts sur les revenus (*Mon. 20 avril 1967; Err. Mon. 13 juin 1967*) 703

29 juin 1967. – ARRÊTÉ ROYAL n° 29 concernant le décime additionnel à l'impôt des personnes physiques et à l'impôt des non-résidents et modifiant l'arrêté royal n° 14, du 18 avril 1967 (*Mon. 30 juin 1967*) 704

26 juillet 1971. – LOI organisant les agglomérations et les fédérations de communes (*Mon. 24 août 1971*) 704

29 juin 1975. – LOI apportant temporairement des aménagements fiscaux en vue de favoriser les investissements complémentaires (*Mon. 1^{er} juillet 1975*) 704

24 août 1975. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les modalités selon lesquelles s'opère la déduction du montant immunisé en vertu de la loi du 29 juin 1975 apportant temporairement des aménagement fiscaux en vue de favoriser les investissements complémentaires (*Mon. 19 septembre 1975*) 705

30 mars 1976. – LOI relative aux mesures de redressement économique (*Mon. 1^{er} avril 1976*) 705

1^{er} juin 1976. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les modalités selon lesquelles s'opère la déduction du montant immunisé en vertu de la loi du 30 mars 1976 (I) relative aux mesures de redressement économique (*Mon. 30 juin 1976*) 706

4 août 1978. – LOI de réorientation économique (*Mon. 17 août 1978*) 706

8 août 1980. – LOI relative aux propositions budgétaires 1979-1980 (*Mon. 15 août 1980*) 707

11 octobre 1978. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant, pour l'application de l'article 50 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, ce qu'il y a lieu d'entendre par « investissements affectés à la recherche scientifique », ainsi que les modalités selon lesquelles s'opère la déduction du montant immunisé (*Mon. 19 octobre 1978*) 708

20 mars 1979. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL fixant les critères auxquels doivent répondre les investissements affectés à la recherche scientifique (*Mon. 19 avril 1979*) 708

19 juillet 1979. – LOI modifiant le Code des impôts sur les revenus et le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, en matière de fiscalité immobilière (*Mon. 22 août 1979*) 709

10 octobre 1979. – ARRÊTÉ ROYAL pris en exécution du Code des impôts sur les revenus en matière de fiscalité immobilière (*Mon. 13 octobre 1979*) 709

10 février 1981. – LOI de redressement relative aux dispositions fiscales et financières (*Mon. 14 février 1981*) 710

3 mars 1981. – ARRÊTÉ ROYAL réglant l'exécution de l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi du 29 décembre 1980 relative à la prorogation de la participation de solidarité sur les bénéfices exceptionnels des entreprises et en matière de la fixation de la participation de l'Etat dans les risques pris par l'Office national du Ducroire (*Mon. 24 mars 1981*) 711

23 mai 1981. – ARRÊTÉ ROYAL concernant l'exemption d'impôt pour l'emprunt spécial 1981 (*Mon. 23 mai 1981*) 711

15 mai 1981. – LOI concernant l'exemption d'impôt pour un emprunt spécial à émettre en Belgique (*Mon. 22 mai 1981*) 712

23 juin 1981. – ARRÊTÉ ROYAL d'exécution de l'article 26 de la loi du 10 février 1981 de redressement relative aux dispositions fiscales et financières (*Mon. 10 juillet 1981*) 712

29 juin 1981. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la souscription obligatoire à des emprunts de l'Etat, à des obligations industrielles, à des parts ou à des actions (*Mon. 9 juillet 1981*) 712

2 juillet 1981. – LOI-PROGRAMME (*Mon. 8 juillet 1981*) 713

26 février 1982. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la participation de solidarité prévue par l'article 62, § 7, de la loi-programme 1981 du 2 juillet 1981 (*Mon. 3 avril 1982*) 713

9 mars 1982. – ARRÊTÉ ROYAL n° 15 portant encouragement à la souscription ou à l'achat d'actions ou parts représentatives de droits sociaux dans des sociétés belges (<i>Mon. 12 mars 1982</i>) (<i>Mon. 9 juillet 1983</i>)	713	26 mai 1994. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la perception et à la bonification du précompte mobilier conformément au chapitre 1 ^{er} de la loi du 6 août 1993 relative aux opérations sur certaines valeurs mobilières (<i>Mon. 3 juin 1994</i>)	726
28 décembre 1983. – LOI portant des dispositions fiscales et budgétaires (<i>Mon. 30 décembre 1983</i>)	715	3 juin 1994. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la ventilation des dividendes attribués ou mis en paiement par les SICAV de droit belge (<i>Mon. 12 juillet 1994</i>)	729
22 février 1984. – ARRÊTÉ ROYAL réglant l'exécution de l'article 39 de la loi du 28 décembre 1983 portant des dispositions fiscales et budgétaires (<i>Mon. 28 février 1984</i>)	717	19 décembre 1997. – DÉCRET du Parlement flamand relatif à une réduction du précompte immobilier en vue d'encourager les investissements créateurs d'emplois en matière de formation (<i>Mon. 31 janvier 1998</i>)	730
31 juillet 1984. – LOI de redressement (<i>Mon. 10 août 1984; Err. Mon. 22 septembre 1984</i>)	717	10 février 1998. – LOI-PROGRAMME pour la promotion de l'entreprise indépendante (<i>Mon. 21 février 1998</i>)	730
27 décembre 1984. – LOI portant des dispositions fiscales (<i>Mon. 29 décembre 1984</i>)	720	17 février 1998. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif à une réduction du précompte immobilier en vue d'encourager les investissements créateurs d'emplois (<i>Mon. 28 avril 1998</i>)	731
12 août 1985. – ARRÊTÉ ROYAL d'exécution de l'article 47 de la loi de redressement du 31 juillet 1984 en ce qui concerne l'exemption d'impôt accordée en raison de l'augmentation de personnel (<i>Mon. 3 septembre 1985</i>)	721	26 mars 1999. – LOI relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses (<i>Mon. 1^{er} avril 1999</i>)	732
12 août 1985. – ARRÊTÉ ROYAL d'exécution de l'article 62 de la loi de redressement du 31 juillet 1984 en ce qui concerne l'exemption d'impôt au profit de certaines sociétés établies dans une zone de reconversion (<i>Mon. 3 septembre 1985</i>)	721	28 avril 1999. – LOI complétant, en ce qui concerne la lutte contre la fraude fiscale, l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs et la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances (<i>Mon. 25 juin 1999</i>)	733
12 août 1985. – ARRÊTÉ ROYAL d'exécution de l'article 44 de la loi du 27 décembre 1984 portant des dispositions fiscales en ce qui concerne l'exemption d'impôt pour personnel supplémentaire (<i>Mon. 3 septembre 1985</i>)	721	29 avril 1999. – LOI relative à l'organisation du marché du gaz et au statut fiscal des producteurs d'électricité (<i>Mon. 11 mai 1999</i>)	733
29 août 1985. – ARRÊTÉ ROYAL d'exécution des articles 75, § 3, et 76, de la loi de redressement du 31 juillet 1984 en ce qui concerne l'exemption d'impôt accordée aux sociétés novatrices et aux contribuables qui souscrivent au capital de sociétés novatrices (<i>Mon. 10 septembre 1985</i>)	721	6 mai 1999. – LOI visant à promouvoir la création de sociétés civiles de groupements forestiers (<i>Mon. 7 juillet 1999</i>)	733
3 novembre 1986. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant les critères concernant le caractère multinational du groupe dont fait partie un centre de coordination (<i>Mon. 20 novembre 1986</i>)	722	19 mai 1999. – AVIS relatif à la conversion en EUR des montants à ne pas indexer figurant dans le Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 92) et dans l'arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992 (AR/CIR 92) (<i>Mon. 19 mai 1999</i>)	734
10 janvier 1987. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'agrément des fonds communs de placement belges pour l'application de l'article 72, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 1°, et 4, du Code des impôts sur les revenus (<i>Mon. 14 janvier 1987</i>)	722	17 février 2000. – LOI relative à l'application rétroactive des exemptions prévues par les accords de siège avec les organisations internationales intergouvernementales en matière d'impôts sur les revenus et de taxes assimilées aux impôts sur les revenus (<i>Mon. 22 mars 2000</i>)	737
20 janvier 1987. – ARRÊTÉ ROYAL habilitant les agents de change à ouvrir des comptes-épargne collectifs ou des comptes-épargne individuels (<i>Mon. 29 janvier 1987</i>)	722	24 décembre 2002. – LOI modifiant le régime des sociétés en matière d'impôts sur les revenus et instituant un système de décision anticipée en matière fiscale (<i>Mon. 31 décembre 2002</i>)	737
30 décembre 1988. – LOI-PROGRAMME (<i>Mon. 5 janvier 1989</i>)	722	24 mars 2003. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL portant exécution de l'article 230, 2°, du Code des impôts sur les revenus 1992 (<i>Mon. 2 avril 2003</i>)	738
3 avril 1989. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 29, 2°, e, de la loi du 11 avril 1983 portant des dispositions fiscales et budgétaires (<i>Mon. 19 avril 1989</i>)	723	17 janvier 2003. – ARRÊTÉ ROYAL pris en exécution de l'article 22, alinéa 2, de la loi du 24 décembre 2002 modifiant le régime des sociétés en matière d'impôts sur les revenus et instituant un système de décision anticipée en matière fiscale (<i>Mon. 31 janvier 2003</i>)	738
22 février 1990. – LOI portant réduction du précompte mobilier (<i>Mon. 1^{er} mars 1990</i>)	723	30 janvier 2003. – ARRÊTÉ ROYAL pris en exécution de l'article 26 de la loi du 24 décembre 2002 modifiant le régime des sociétés en matière d'impôts sur les revenus et instituant un système de décision anticipée en matière fiscale (<i>Mon. 12 février 2003; Err. Mon. 18 février 2003</i>)	738
5 août 1991. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 1 ^{er} , alinéa 3, de l'arrêté royal n° 187 du 30 décembre 1982, relatif à la création de centres de coordination (<i>Mon. 7 septembre 1991</i>)	724	2 août 2002. – LOI-PROGRAMME (<i>Mon. 29 août 2002; Err. Mon. 13 novembre 2002</i>)	739
14 octobre 1991. – ARRÊTÉ ROYAL concernant l'exonération de précompte mobilier en ce qui concerne les revenus de billets de trésorerie dématérialisés et de certificats de dépôt dématérialisés et des transactions sur ces titres (<i>Mon. 19 octobre 1991</i>)	724	18 juillet 2003. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand établissant les modalités de demande des exonérations du précompte immobilier visées à l'article 253, alinéa premier, 7° et 8° du Code des impôts sur les revenus 1992 (<i>Mon. 10 octobre 2003</i>)	741
28 décembre 1992. – LOI portant des dispositions financières, fiscales et diverses (<i>Mon. 31 décembre 1992</i>)	724	9 janvier 2004. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution des articles 2, § 1 ^{er} , alinéa 7, 4, § 2, 6, § 3, alinéa 2, et 10 de la loi du 31 décembre 2003 instaurant une déclaration libératoire unique (<i>Mon. 14 janvier 2004</i>)	741
6 août 1993. – LOI relative aux opérations sur certaines valeurs mobilières (<i>Mon. 18 août 1993</i>)	724	17 mai 2004. – LOI transposant en droit belge la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts et modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en matière de précompte mobilier (<i>Mon. 27 mai 2004</i>)	742
30 mars 1994. – LOI portant exécution du plan global en matière de fiscalité (<i>Mon. 31 mars 1994</i>)	725		

13 août 2004. – ARRÊTÉ ROYAL concernant la création du service « décisions anticipées en matière fiscale » au sein du Service public fédéral Finances (<i>Mon. 18 août 2004</i>)	743	28 avril 2015. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution, en ce qui concerne la Région flamande, de l'article 16 de la loi du 15 mai 2014 portant exécution du pacte de compétitivité, d'emploi et de relance et établissant le formulaire visé à l'article 2758, § 5, du Code des impôts sur les revenus 1992 (<i>Mon. 30 avril 2015</i>)	758
25 février 2005. – ARRÊTÉ ROYAL d'exécution des articles 413 bis à 413sexies du Code des impôts sur les revenus 1992 (<i>Mon. 15 mars 2005</i>)	743	10 août 2015. – LOI-PROGRAMME (<i>Mon. 18 août 2015</i>)	759
21 juin 2005. – LOI portant des dispositions équivalentes aux dispositions prévues, en ce qui concerne la Belgique, par les accords sur la fiscalité des revenus de l'épargne signés entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas en ce qui concerne d'une part les Antilles néerlandaises et d'autre part Aruba et entre le Royaume de Belgique et, respectivement, Guernesey, l'île de Man, Jersey, Anguilla, les îles Vierges britanniques, Montserrat et les îles Turks et Caicos (<i>Mon. 24 juin 2005</i>)	744	16 décembre 2015. – LOI réglant la communication des renseignements relatifs aux comptes financiers, par les institutions financières belges et le S.P.F. Finances, dans le cadre d'un échange automatique de renseignements au niveau international et à des fins fiscales (<i>Mon. 31 décembre 2015</i>)	759
11 juillet 2005. – LOI-PROGRAMME (<i>Mon. 12 juillet 2005</i>)	744	28 avril 2016. – DÉCRET du Parlement wallon Prêt «Coup de Pouce» (<i>Mon. 10 mai 2016</i>)	773
27 décembre 2005. – LOI-PROGRAMME (<i>Mon. 30 décembre 2005; Err. Mon. 20 mars 2006</i>)	745	21 juillet 2016. – LOI visant à instaurer un système permanent de régularisation fiscale et sociale (<i>Mon. 29 juillet 2016</i>)	774
27 décembre 2005. – LOI portant des dispositions diverses (<i>Mon. 30 décembre 2005</i>)	745	Chapitre III - Taxes assimilées aux impôts sur les revenus	
30 juin 2006. – DÉCRET du Parlement flamand instaurant une réduction forfaitaire de l'impôt des personnes physiques (<i>Mon. 26 septembre 2006</i>)	745	23 novembre 1965. – ARRÊTÉ ROYAL portant codification des dispositions légales relatives aux taxes assimilées aux impôts sur les revenus (<i>Mon. 18 janvier 1966</i>)	778
25 avril 2007. – LOI portant des dispositions diverses (IV) (<i>Mon. 8 mai 2007</i>)	746	30 octobre 1998. – LOI relative à l'euro (<i>Mon. 10 novembre 1998</i>)	778
9 mai 2007. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution du chapitre 5 du titre VII de la loi du 25 avril 2007 portant des dispositions diverses (IV) (<i>Mon. 24 mai 2007</i>)	746	8 juillet 1970. – ARRÊTÉ ROYAL portant règlement général des taxes assimilées aux impôts sur les revenus (<i>Mon. 15 septembre 1970</i>)	810
1 ^{er} juin 2008. – LOI instaurant une réduction d'impôt pour les participations sous la forme d'actions dans des fonds de développement du microfinancement dans les pays en développement et fixant les conditions d'agrément en tant que fonds de développement (<i>Mon. 4 juillet 2008</i>)	746	17 juillet 1970. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL d'exécution du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus (<i>Mon. 15 septembre 1970</i>)	816
24 juillet 2008. – LOI confirmant l'établissement de certaines taxes communales additionnelles et de la taxe d'agglomération additionnelle à l'impôt des personnes physiques pour chacun des exercices d'imposition 2001 à 2007 et modifiant l'article 468 du Code des impôts sur les revenus 1992 à partir de l'exercice d'imposition 2009 (<i>Mon. 8 août 2008</i>)	747	20 juillet 1990. – LOI portant des dispositions économiques et fiscales (<i>Mon. 1^{er} août 1990</i>)	818
11 janvier 2009. – ARRÊTÉ ROYAL accordant la réduction forfaitaire flamande en matière de précompte professionnel (<i>Mon. 15 janvier 2009</i>)	747	12 décembre 1990. – ARRÊTÉ ROYAL fixant l'intervention pour les voitures propres (<i>Mon. 1^{er} janvier 1991</i>)	818
6 mai 2009. – LOI portant des dispositions diverses (<i>Mon. 19 mai 2009</i>)	748	16 janvier 1992. – ARRÊTÉ ROYAL portant fixation du montant de l'intervention pour les voitures propres (<i>Mon. 31 janvier 1992</i>)	818
27 septembre 2009. – ARRÊTÉ ROYAL d'exécution de l'article 338bis, § 2, du Code des impôts sur les revenus 1992 (<i>Mon. 1^{er} octobre 2009</i>)	748	27 décembre 1994. – LOI portant assentiment de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, signé à Bruxelles le 9 février 1994, entre les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et instaurant une eurovignette, conformément à la directive 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes du 25 octobre 1993 (<i>Mon. 31 décembre 1994; Add. Mon. 1^{er} février 1995</i>)	819
18 décembre 2009. – DÉCRET du Parlement flamand contenant diverses mesures d'accompagnement du budget 2010 (<i>Mon. 30 décembre 2009</i>)	749	9 janvier 1995. – ARRÊTÉ ROYAL d'exécution de la loi du 27 décembre 1994 portant assentiment de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, signé à Bruxelles le 9 février 1994, entre les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et instaurant une eurovignette, conformément à la directive 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes du 25 octobre 1993 (<i>Mon. 19 janvier 1995</i>)	822
23 décembre 2009. – LOI-PROGRAMME (<i>Mon. 30 décembre 2009</i>)	750	19 décembre 2001. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution des articles 8, 12 et 13 de la loi du 27 décembre 1994 portant assentiment de l'Accord relatif à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds, signé à Bruxelles le 9 février 1994, entre les Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, du Royaume du Danemark, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et instaurant une eurovignette, conformément à la directive 93/89/CEE du Conseil des Communautés européennes du 25 octobre 1993 (<i>Mon. 29 décembre 2001</i>)	822
21 juin 2010. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions auxquelles doivent satisfaire les travaux relatifs aux dépenses faites en vue d'économiser l'énergie, pour entrer en ligne de compte pour la bonification d'intérêt pour les contrats de prêt destinés à financer ces dépenses (<i>Mon. 28 juin 2010; Err. Mon. 23 juillet 2010</i>)	750		
9 janvier 2012. – LOI transposant la Directive 2010/24/UE du Conseil du 16 mars 2010 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives aux taxes, impôts, droits et autres mesures (<i>Mon. 26 janvier 2012</i>)	751		
29 mars 2012. – LOI-PROGRAMME (I) (<i>Mon. 6 avril 2012</i>)	754		
17 juillet 2013. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au fonctionnement du point de contact central visé à l'article 322, § 3, du Code des impôts sur les revenus 1992 (<i>Mon. 26 juillet 2013</i>)	755		

PARTIE XI - TABLES DE MORTALITÉ

Espérance de vie	824
TABLES FINANCIÈRES	825
TABLES DE CAPITALISATION (Levie 2004-2006). Annuités viagères	828
TABLES DE CAPITALISATION (Levie 2004-2006). Annuités temporaires	832

PARTIE XII - TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

3 juillet 1969. – LOI créant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mon. 17 juillet 1969</i>)	839
29 décembre 1992. – ARRÊTÉ ROYAL n° 1 relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mon. 31 décembre 1992</i>)	877
7 novembre 1969. – ARRÊTÉ ROYAL n° 2 relatif à l'établissement de bases forfaitaires de taxation à la taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mon. 14 novembre 1969</i>)	885
10 décembre 1969. – ARRÊTÉ ROYAL n° 3 relatif aux déductions pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mon. 12 décembre 1969</i>)	886
29 décembre 1969. – ARRÊTÉ ROYAL n° 4 relatif aux restitutions en matière de taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mon. 31 décembre 1969</i>)	889
12 mars 1970. – ARRÊTÉ ROYAL n° 8 déterminant, en matière de taxe sur la valeur ajoutée, les modalités d'arrondissement des taxes dues, à déduire ou à restituer (<i>Mon. 18 mars 1970</i>)	892
12 mars 1970. – ARRÊTÉ ROYAL n° 9 relatif à la taxation d'office en matière de taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mon. 18 mars 1970</i>)	893
29 décembre 1992. – ARRÊTÉ ROYAL n° 10 relatif aux modalités d'exercice des options prévues aux articles 15, § 2, alinéa 3, et 25ter, § 1 ^{er} , alinéa 2, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, aux déclarations de commencement, de changement, de cessation d'activité et aux déclarations préalables en matière de taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mon. 31 décembre 1992</i>)	893
29 décembre 1992. – ARRÊTÉ ROYAL n° 11 relatif à l'application de la taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mon. 31 décembre 1992</i>)	894
29 décembre 1992. – ARRÊTÉ ROYAL n° 13 relatif au régime des tabacs manufacturés en matière de taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mon. 31 décembre 1992</i>)	894
3 juin 1970. – ARRÊTÉ ROYAL n° 14 relatif aux cessions de bâtiments, fractions de bâtiment et du sol y atenant et aux constitutions, cessions et rétrocessions d'un droit réel au sens de l'article 9, alinéa 2, 2°, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, portant sur de tels biens (<i>Mon. 5 juin 1970</i>)	894
3 juin 1970. – ARRÊTÉ ROYAL n° 15 organisant la procédure d'expertise prévue à l'article 59, § 2, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mon. 5 juin 1970</i>)	894
3 juin 1970. – ARRÊTÉ ROYAL n° 16 relatif à l'application de la taxe sur la valeur ajoutée aux ventes de poissons, crustacés et mollusques dans les communes communales (<i>Mon. 5 juin 1970</i>)	896
29 juin 2014. – ARRÊTÉ ROYAL n° 19 relatif au régime de la franchise de taxe sur la valeur ajoutée en faveur des petites entreprises (<i>Mon. 9 juillet 2014</i>)	896
20 juillet 1970. – ARRÊTÉ ROYAL n° 20 fixant le taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux (<i>Mon. 31 juillet 1970</i>)	897
15 septembre 1970. – ARRÊTÉ ROYAL n° 22 relatif au régime particulier applicable aux exploitants agricoles en matière de taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mon. 19 septembre 1970</i>)	906
29 décembre 1992. – ARRÊTÉ ROYAL n° 24 relatif au paiement de la taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mon. 31 décembre 1992</i>)	908

4 mars 1993. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL n° 6 accordant des délais pour le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée qui est due en raison de l'importation de biens (<i>Mon. 20 avril 1993</i>)	910
29 décembre 1992. – ARRÊTÉ ROYAL n° 30 relatif à l'application de la taxe sur la valeur ajoutée à la location-financement d'immeubles (<i>Mon. 31 décembre 1992</i>)	910
2 avril 2002. – ARRÊTÉ ROYAL n° 31 relatif aux modalités d'application de la taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne les opérations effectuées par les assujettis qui ne sont pas établis en Belgique (<i>Mon. 11 avril 2002; Err. Mon. 17 mai 2002</i>)	910
26 juin 1973. – ARRÊTÉ ROYAL n° 27 remplaçant l'arrêté royal n° 27 du 15 décembre 1970 relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne les viandes provenant des animaux de boucherie (<i>Mon. 30 juin 1973</i>)	911
28 août 1973. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL remplaçant l'arrêté ministériel n° 12, du 14 novembre 1972, relatif aux balances automatiques à utiliser dans les abattoirs pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mon. 30 août 1973</i>)	912
28 décembre 1999. – ARRÊTÉ ROYAL n° 35 établissant une base forfaitaire d'imposition à la taxe sur la valeur ajoutée de la marge brute des agences de voyages (<i>Mon. 31 décembre 1999</i>)	912
27 décembre 1977. – ARRÊTÉ ROYAL n° 6 relatif aux exemptions concernant les transports internationaux, les navires et les bateaux et les aéronefs, en matière de taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mon. 31 décembre 1977</i>)	913
29 décembre 1992. – ARRÊTÉ ROYAL n° 7 relatif aux importations de biens pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mon. 31 décembre 1992</i>)	913
29 décembre 1992. – ARRÊTÉ ROYAL n° 18 relatif aux exemptions concernant les exportations de biens et de services en dehors de la Communauté, en matière de taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mon. 31 décembre 1992</i>)	921
7 janvier 1980. – ARRÊTÉ ROYAL n° 38 relatif à la déduction de la taxe sur la valeur ajoutée grevant les biens d'investissement pendant la période du 1 ^{er} janvier 1980 au 30 juin 1980 (<i>Mon. 10 janvier 1980</i>)	922
2 septembre 1980. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL n° 1 relatif aux déductions pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mon. 9 septembre 1980</i>)	924
17 octobre 1980. – ARRÊTÉ ROYAL n° 39 réglant les modalités d'application de l'article 93duodecies du Code de la taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mon. 30 octobre 1980</i>)	924
4 mars 1993. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL n° 13 relatif aux obligations auxquelles est tenu un assujetti ou un membre d'une unité T.V.A. au sens de l'article 4, § 2, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, propriétaire de tout ou partie d'un bien susceptible d'une hypothèque ou titulaire d'un droit réel sur tout ou partie d'un tel bien (<i>Mon. 20 avril 1993</i>)	924
30 décembre 1980. – ARRÊTÉ ROYAL n° 40 relatif aux cessions de bâtiments effectuées par des constructeurs professionnels dans les conditions prévues à l'article 9, § 3, alinéa 1 ^{er} , 2°, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mon. 9 janvier 1981</i>)	925
30 janvier 1987. – ARRÊTÉ ROYAL n° 41 fixant le montant des amendes fiscales proportionnelles en matière de taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mon. 7 février 1987</i>)	925
23 juillet 1997. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL créant au sein de l'Administration de la T.V.A. de l'enregistrement et des domaines, une Unité centrale pour la coopération administrative internationale (<i>Mon. 14 octobre 1997</i>)	932
29 décembre 1992. – ARRÊTÉ ROYAL n° 46 relatif à la déclaration de l'acquisition intracommunautaire de moyens de transport et au paiement de la T.V.A. due y afférente (<i>Mon. 31 décembre 1992</i>)	932

25 février 1996. – ARRÊTÉ ROYAL n° 47 relatif au contrôle du paiement de la taxe sur la valeur ajoutée due en raison de la livraison, de l'acquisition intracommunautaire et de l'importation de moyens de transport, au sens de l'article 8bis, § 2, 1 ^o , du Code (<i>Mon. 5 mars 1996</i>)	933
29 décembre 1992. – ARRÊTÉ ROYAL n° 48 relatif aux livraisons de moyens de transport au sens de l'article 8bis, § 2, 1 ^o , du Code de la T.V.A dans les conditions de l'article 39bis du Code (<i>Mon. 31 décembre 1992</i>)	934
14 avril 1993. – ARRÊTÉ ROYAL n° 51 relatif au régime de simplification pour des acquisitions intracommunautaires de produits soumis à accise en matière de taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mon. 30 avril 1993</i>)	935
29 décembre 1992. – ARRÊTÉ ROYAL n° 52 concernant les exemptions relatives aux livraisons intracommunautaires de biens et aux opérations y assimilées, ainsi qu'aux acquisitions intracommunautaires de biens, en matière de taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mon. 31 décembre 1992</i>)	935
21 octobre 1993. – ARRÊTÉ ROYAL n° 44 fixant le montant des amendes fiscales non proportionnelles en matière de taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mon. 28 octobre 1993</i>)	936
23 décembre 1994. – ARRÊTÉ ROYAL n° 53 relatif au régime particulier d'imposition de la marge bénéficiaire applicable aux biens d'occasion, objets d'art, de collection ou d'antiquité (<i>Mon. 30 décembre 1994</i>)	940
22 décembre 1995. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL n° 20 fixant les conditions et modalités particulières pour l'application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée de 12 p.c. dans le secteur du logement social privé (<i>Mon. 30 décembre 1995</i>)	940
25 février 1996. – ARRÊTÉ ROYAL n° 54 relatif au régime de l'entrepôt autre que douanier visé à l'article 39quater du Code de la taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mon. 5 mars 1996</i>)	941
20 décembre 2001. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL relatif aux services auprès desquels doivent être remis ou envoyés les documents visés aux articles 53, alinéa 1 ^{er} , 3 ^o , 53ter, 1 ^o , 53quinquies et 53sexies du Code de la taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mon. 19 janvier 2002</i>)	943
8 août 2002. – AVIS publiant le barème de réduction des montants des amendes (<i>Mon. 8 août 2002</i>)	943
9 mars 2007. – ARRÊTÉ ROYAL n° 55 relatif au régime des assujettis formant une unité T.V.A. (<i>Mon. 15 mars 2007</i>)	949
7 juin 2007. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution des articles 84quinquies à 84decies du Code de la taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mon. 21 juin 2007</i>)	950
9 décembre 2009. – ARRÊTÉ ROYAL n° 23 relatif à la liste annuelle des clients assujettis à la T.V.A. (<i>Mon. 17 décembre 2009</i>)	950
9 décembre 2009. – ARRÊTÉ ROYAL n° 50 relatif au relevé à la T.V.A. des opérations intracommunautaires (<i>Mon. 17 décembre 2009</i>)	951
9 décembre 2009. – ARRÊTÉ ROYAL n° 56 relatif aux remboursements en matière de taxe sur la valeur ajoutée en faveur des assujettis établis dans un État membre autre que l'État membre de remboursement (<i>Mon. 17 décembre 2009</i>)	952
30 décembre 2009. – ARRÊTÉ ROYAL fixant la définition et les conditions auxquelles doit répondre un système de caisse enregistreuse dans le secteur horeca (<i>Mon. 31 décembre 2009; Err. Mon. 26 janvier 2010</i>)	954
17 mars 2010. – ARRÊTÉ ROYAL n° 57 concernant le lieu des prestations de services en fonction de leur exploitation ou de leur utilisation effectives en matière de taxe sur la valeur ajoutée (<i>Mon. 25 mars 2010</i>)	954

PARTIE XIII - TAXE SUR L'ÉNERGIE

22 juillet 1993. – LOI instaurant une cotisation sur l'énergie en vue de sauvegarder la compétitivité et l'emploi (<i>Mon. 29 juillet 1993</i>)	955
10 juin 2002. – LOI instaurant une cotisation unique à charge du secteur pétrolier (<i>Mon. 17 juillet 2002</i>)	955

PARTIE XIV - TAXES RÉGIONALES, PROVINCIALES ET LOCALES

22 décembre 1986. – LOI relative aux intercommunales (<i>Mon. 26 juin 1987</i>)	956
24 décembre 1996. – LOI relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales (<i>Mon. 31 décembre 1996</i>)	957
23 juillet 1992. – ORDONNANCE du Conseil de la Région de Bruxelles-capitale relative à la taxe régionale à charge de titulaires de droits réels sur certains immeubles (<i>Mon. 1^{er} août 1992</i>)	958
19 avril 1995. – DÉCRET du Conseil flamand portant des mesures visant à lutter contre et à prévenir la désaffectation et abandon de sites d'activité économique (<i>Mon. 13 septembre 1995</i>)	960
29 mars 1996. – ORDONNANCE du Conseil de la Région de Bruxelles-capitale instituant une taxe sur le déversement des eaux usées (<i>Mon. 1^{er} avril 1996</i>)	963
2 avril 1996. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand relatif à la redevance visant à lutter contre le délabrement de bâtiments et/ou d'habitations (<i>Mon. 1^{er} mai 1996</i>)	967
7 novembre 1996. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale déterminant les conditions d'application de la taxe sur le déversement des eaux usées (<i>Mon. 25 décembre 1996</i>)	970
19 novembre 1998. – DÉCRET du Conseil régional wallon instaurant une taxe sur les automates en Région wallonne (<i>Mon. 27 novembre 1998</i>)	974
12 avril 1999. – ARRÊTÉ ROYAL déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale (<i>Mon. 22 avril 1999</i>)	974
6 mai 1999. – DÉCRET du Conseil régional wallon relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes (<i>Mon. 1^{er} juillet 1999</i>)	975
18 mai 1999. – DÉCRET du Parlement flamand portant organisation de l'aménagement du territoire (<i>Mon. 8 juin 1999</i>)	987
16 novembre 2000. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes (<i>Mon. 14 décembre 2000</i>)	989
22 décembre 2000. – DÉCRET du Parlement flamand contenant diverses mesures d'accompagnement du budget 2001 (<i>Mon. 30 décembre 2000</i>)	993
28 février 2002. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif aux amendes administratives en matière de taxe sur le déversement des eaux usées (<i>Mon. 18 avril 2002</i>)	994
27 mai 2004. – DÉCRET du Conseil régional wallon instaurant une taxe sur les sites d'activité économique désaffectés (<i>Mon. 30 juillet 2004</i>)	994
23 février 2006. – DÉCRET-PROGRAMME relatif aux actions prioritaires pour l'avenir wallon (<i>Mon. 7 mars 2006; Err. Mon. 7 avril 2006</i>)	996
22 mars 2007. – DÉCRET fiscal du Parlement wallon favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes (<i>Mon. 24 avril 2007</i>)	996
23 mai 2008. – DÉCRET du Parlement flamand contenant diverses mesures d'accompagnement de l'ajustement du budget 2008 (<i>Mon. 13 juin 2008</i>)	1000
30 mai 2008. – DÉCRET du Parlement flamand relatif à l'établissement, au recouvrement et à la procédure contentieuse des taxes provinciales et communales (<i>Mon. 4 juillet 2008</i>)	1001
27 mars 2009. – DÉCRET du Parlement flamand relatif à la politique foncière et immobilière (<i>Mon. 15 mai 2009</i>)	1002

10 mai 2012. – DÉCRET du Parlement wallon portant des dispositions fiscales diverses (<i>Mon. 29 mai 2012</i>)	1003	3 juillet 2015. – DÉCRET du Parlement flamand introduisant le prélèvement kilométrique et annulant le prélèvement de l'eurovignette et modifiant le Code flamand de la fiscalité du 13 décembre 2013 en la matière (<i>Mon. 10 août 2015</i>)	1065
21 décembre 2012. – ORDONNANCE du Parlement de la Région de Bruxelles-capitale établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-capitale (<i>Mon. 8 février 2013</i>)	1003	16 juillet 2015. – DÉCRET du Parlement wallon instaurant un prélèvement kilométrique à charge des poids lourds pour l'utilisation des routes (<i>Mon. 28 juillet 2015</i>)	1066
13 décembre 2013. – DÉCRET du Parlement flamand portant le Code flamand de la fiscalité (<i>Mon. 23 décembre 2013</i>).	1006	29 juillet 2015. – ORDONNANCE du Parlement de la Région de Bruxelles-capitale introduisant un prélèvement kilométrique en Région de Bruxelles-capitale sur les poids lourds prévus ou utilisés pour le transport par route de marchandises, en remplacement de l'Eurovignette (<i>Mon. 12 août 2015</i>).	1070